



NATIONS
UNIES

EP

UNEP/MED CC.16/5



**PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR L'ENVIRONNEMENT
PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE**

5 mai 2020
Original : anglais

16^{ème} réunion du Comité de respect des obligations de la Convention de Barcelone et ses Protocoles

Téléconférence, 16 - 18 juin 2020

Point 4 de l'ordre du jour : Rapports nationaux de mise en œuvre pour l'exercice biennal 2016 – 2017 en application de l'article 26 de la Convention de Barcelone : Situation, résultats clés et recommandations

Situation en matière de présentation de rapport, résultats clés et recommandations pour promouvoir le respect des obligations correspondant aux Rapports nationaux de mise en œuvre pour l'exercice biennal 2016 - 2017

Pour des raisons environnementales et économiques, le tirage du présent document a été restreint. Les participants sont priés de se munir de leurs propres exemplaires et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

PNUE/PAM
Athènes, 2020

Note du Secrétariat

Lors de sa 15^e réunion (Athènes, Grèce, 25-26 juin 2019), le Comité de respect des obligations a demandé au Secrétariat de mettre à jour la Synthèse contenue dans le document UNEP/MED CC.15/6, puisque des nouveaux rapports nationaux de mise en œuvre pour l'exercice biennal 2016 – 2017 ont été soumis, et conjointement avec les composantes du PAM, *“ de préparer, sur la base de la synthèse mise à jour, un ensemble de résultats clés et des projets de recommandations visant à promouvoir le respect de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, en vue de la 16^e Réunion du Comité de respect des obligations ”* (UNEP/MED CC.15/15, §15.c).

Pour mener à bien cette tâche, la Synthèse des informations communiquées dans les rapports nationaux de mise en œuvre soumis par les Parties contractantes pour la période biennale 2016-2017, présentée à la 15^e réunion du Comité de respect des obligations, a été mise à jour (document UNEP/MED CC.16/Inf.3), tout comme l'État général des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles durant l'exercice biennal 2016-2017 (document UNEP/MED CC.16/Inf. 4), présenté à la 21^e réunion des Parties contractantes (CdP 21), tenue à Naples, en Italie, du 2 au 5 décembre 2019. Cette mise à jour intègre les informations soumises par les Parties contractantes dans leurs rapports nationaux de mise en œuvre pour l'exercice biennal 2016-2017 au moyen du Système de communication de la Convention de Barcelone (BCRS), en date du 17 avril 2020. Les deux documents ont servi de base pour l'élaboration des résultats clés et des recommandations demandés.

Les résultats clés et les recommandations qui leur sont associées doivent être comprises dans les limites qui découlent du fait que toutes les Parties contractantes n'ont pas soumis leurs rapports nationaux de mise en œuvre pour l'exercice biennal 2016-2017 ; du nombre limité de Parties contractantes à certains Protocoles et, en outre, des différences dans la quantité d'informations fournies par les Parties contractantes dans leurs rapports nationaux de mise en œuvre

Le présent document est structuré comme suit :

- (a) la Section I présente des informations fondées sur l'instrument juridique sur l'état des rapports en date du 17 avril 2020, sur la base du document UNEP/MED CC.16/Inf.2 ;
- (b) la Section II énumère les résultats clés pour chaque instrument juridique, en s'appuyant sur le document de synthèse UNEP/MED CC.16/Inf. 3 ainsi que sur le document relatif à l'État général des progrès (document UNEP/MED CC.16/Inf.4) ; et
- (c) la Section III propose un ensemble de recommandations liées aux résultats clés, y compris des recommandations spécifiques concernant les mesures envisageables pour remédier aux difficultés communiquées par les Parties contractantes.

Action requise

La 16^e réunion du Comité de respect des obligations devra :

- (a) examiner la situation en matière de présentation de rapport correspondant aux rapports nationaux de mise en œuvre pour l'exercice biennal 2016-2017 et donner des conseils en conséquence ; et
- (b) examiner les résultats clés concernant les questions générales de respect des obligations ainsi que les recommandations y afférentes, et fournir des conseils sur les prochaines étapes à suivre.

SITUATION EN MATIERE DE PRESENTATION DE RAPPORT, RESULTATS CLES ET RECOMMANDATIONS POUR PROMOUVOIR LE RESPECT DES OBLIGATIONS CORRESPONDANT AUX RAPPORTS NATIONAUX DE MISE EN ŒUVRE POUR L'EXERCICE BIENNAL 2016 - 2017

Section I : Situation en matière de présentation de rapport

1. En vertu de l'article 26.1 de la Convention de Barcelone : "Les Parties contractantes adressent à l'Organisation des rapports sur : (a) les mesures juridiques, administratives ou autres prises par elles en application de la présente Convention, des Protocoles ainsi que des recommandations adoptées par leurs réunions ; et (b) l'efficacité des mesures visées à l'alinéa a) et les problèmes rencontrés dans l'application des instruments précités ". L'article 26.1 établit l'obligation suprême d'établir des rapports. L'établissement de rapports est une obligation fondamentale, qui met en place la base des réunions des Parties contractantes pour continuer à examiner la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles (article 18 de la Convention de Barcelone), et évaluer le respect des obligations de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, de même que les mesures et recommandations (article 27 de la Convention de Barcelone). En outre, les informations contenues dans les rapports nationaux de mise en œuvre peuvent être utilisées pour mesurer les progrès au regard des objectifs de développement durable (ODD), et plus particulièrement de l'ODD 14 « Vie aquatique ».

2. Les Parties contractantes doivent soumettre leurs rapports nationaux de mise en œuvre au Secrétariat tous les deux ans par l'intermédiaire du système de communication en ligne de la Convention de Barcelone (BCRS) adopté par la CdP 20 (Tirana, Albanie, 17-20 décembre 2017) dans la Décision IG.23/1. Les mesures prises pour augmenter le taux de soumission de rapports nationaux de mise en œuvre en application de l'article 26 de la Convention de Barcelone ont consisté en : (a) des lettres adressées par le Coordinateur aux Points focaux du Plan d'action pour la Méditerranée (PAM) afin d'encourager la soumission en temps voulu de rapports de qualité, conjuguées à des missions de haut niveau menées par le Coordinateur auprès des Parties contractantes en vue de résoudre, entre autres, les problèmes concernant la soumission de rapports, le cas échéant ; (b) un suivi auprès de chaque Partie contractante pour améliorer la soumission de rapports ; et (c) un appui constant fourni par le Secrétariat et le Centre d'activités régionales pour l'information et la communication (CAR/INFO) aux Parties contractantes quant à l'utilisation du BCRS.

3. Le document UNEP/MED CC.16/Inf.2 présente, sous forme de tableau et en fonction de l'instrument juridique, la situation en matière de présentation de rapports qui correspond aux Rapports nationaux de mise en œuvre pour l'exercice biennal 2016-2017, en date du 17 avril 2020. Les principaux éléments qui ressortent de ce document sont les suivants :

- (1) le taux global de soumission de rapports pour l'exercice biennal 2016-2017 est supérieur à 60 %, les taux par instrument juridique allant de 76 % au titre du Protocole « ASP et diversité biologique » (16 Parties contractantes sur 21 ont soumis leurs rapports nationaux de mise en œuvre) à 37 % au titre du Protocole « offshore » (3 Parties contractantes sur 8 ont soumis leurs rapports nationaux de mise en œuvre) ;
- (2) 54 % des Parties contractantes (12 Parties contractantes sur 22) ont soumis leur rapport pour l'exercice biennal 2016-2017. Parmi les 46 % restants (10 Parties contractantes sur 22), 23 % des Parties contractantes, soit cinq des 22 Parties contractantes, n'ont pas encore soumis leur rapport national de mise en œuvre, tandis que les cinq autres Parties contractantes ont accompli des progrès vers la soumission finale de leurs rapports nationaux de mise en œuvre ;
- (3) les taux de rapports en attente varient en fonction des différents instruments juridiques, allant de 24 % au titre du Protocole « ASP et diversité biologique » (6 Parties contractantes sur 21 n'ont pas encore soumis leurs rapports nationaux de mise en œuvre) à 50 % au titre du Protocole « offshore » (4 Parties contractantes sur 8 n'ont pas encore soumis leurs rapports nationaux de mise en œuvre) ;

(4) pour ce qui est du Protocole « offshore » et du Protocole « déchets dangereux », qui concernent un nombre modeste de Parties contractantes (7 Parties contractantes chacun pour l'exercice biennal 2016-2017), on observe (en tenant également compte, toutefois, des rapports soumis par des Parties non contractantes) une augmentation de la soumission de rapports : le nombre de rapports soumis est passé respectivement de 3 à 8 et de 7 à 12.

4. La discussion relative à la situation en matière de présentation de rapport devrait s'inscrire dans le cadre des travaux qu'accomplissent actuellement les Parties contractantes en vue de soumettre leurs rapports nationaux de mise en œuvre pour l'exercice biennal 2016-2017, et tenir compte du fait que le système de soumission des rapports pour cet exercice a changé : les rapports sont désormais soumis par l'intermédiaire du nouveau BCRS en ligne.

5. Quant à la situation en matière de présentation de rapports correspondant aux exercices biennaux 2012-2013 et 2014-2015, à la suite des efforts déployés par la Présidente du Comité de respect des obligations et par le Secrétariat afin que l'Égypte, la Lybie, la Syrie et la Tunisie soumettent leurs rapports nationaux de mise en œuvre en attente, il est à noter que le 17 avril 2020, l'Égypte et la Tunisie avaient soumis leurs rapports ; en revanche, la Libye et la Syrie n'ont toujours pas soumis les leurs, et le Secrétariat travaille avec ces deux pays pour qu'ils soumettent, progressivement et au plus tôt, ces rapports nationaux en attente.

Section II : Résultats clés

6. Les résultats clés mettent en évidence des problèmes généraux qui mènent au non-respect, par un certain nombre de Parties contractantes établissant des rapports, de leurs obligations au titre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, ainsi que des difficultés majeures dans la mise en œuvre. Ces résultats clés ont été préparés sur la base de la Synthèse des informations communiquées dans les rapports nationaux de mise en œuvre soumis par les Parties contractantes pour la période biennale 2016-2017 (document UNEP/MED CC. 16/Inf. 3). Ils s'appuient également sur l'État général des progrès dans la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles (document UNEP/MED CC. 16/Inf. 3). Les résultats clés sont axés sur les questions issues du document sur l'état général des progrès qui reflètent, parmi les Parties contractantes établissant des rapports, un niveau de mise en œuvre inférieur à 70 % de toutes les Parties contractantes établissant des rapports pour chaque instrument juridique, c'est-à-dire une mise en œuvre par « un grand nombre » (entre 40 % et 70 %), « un certain nombre » (entre 15 % et 40 %) ou « un faible nombre » (moins de 15 %) des Parties contractantes établissant des rapports, tel qu'indiqué dans l'État général des progrès. Les résultats sont présentés ci-dessous pour examen par le Comité de respect des obligations.

7. **Convention de Barcelone.** Nombre de Parties contractantes rapporteuses : 14

(1) Article 13 : 35 % des Parties contractantes établissant des rapports (5 sur 14) ont répondu par l'affirmative à la question de savoir si elles avaient mis en place le cadre juridique et réglementaire nécessaire pour promouvoir la recherche sur les technologies écologiquement rationnelles, y compris les technologies de production propre, ainsi que l'accès à ces technologies et leur transfert ;

(2) Article 16 : 42 % des Parties contractantes établissant des rapports (6 sur 14) ont indiqué avoir établi le cadre nécessaire à la mise en œuvre des Lignes directrices concernant la détermination des responsabilités et la réparation des dommages résultant de la pollution du milieu marin en Méditerranée ;

(3) Article 4.4.b : 50 % des Parties contractantes établissant des rapports (7 sur 14) ont indiqué avoir mis en place le cadre juridique et réglementaire nécessaire aux fins de l'utilisation des meilleures techniques disponibles (MTE) et des meilleures pratiques environnementales (MPE) ;

(4) Article 13 : 50 % des Parties contractantes établissant des rapports (7 sur 14) ont indiqué avoir pris des mesures pour mettre en place une coopération dans les domaines scientifique et technologique, notamment par l'échange de données et d'autres renseignements de nature scientifique.

8. **Protocole « immersions ».** Nombre de Parties contractantes rapporteuses : 13

- (1) Articles 8 et 9 : 18 % des Parties contractantes établissant des rapports (2 sur 11¹) ont déclaré que des immersions ont été réalisées dans le cadre de situations critiques ou de cas de force majeure, dans les conditions prévues par le Protocole « immersions » ;
- (2) Article 10.2 : 18 % des Parties contractantes établissant des rapports (2 sur 11¹) ont répondu par l'affirmative à la question de savoir si des permis d'immersion, visés à l'article 5 du Protocole « immersions », sont délivrés pour l'immersion de déchets ou d'autres matières chargés sur leur territoire ou sur le territoire d'une Partie non contractante audit Protocole ;
- (3) Article 10 : 33 % des Parties contractantes établissant des rapports (4 sur 12²) ont fourni des informations sur les permis d'immersion en mer et sur les quantités de déchets immergés, ainsi que les coordonnées des sites d'immersion ;
- (4) Article 10.1 : 54 % des Parties contractantes établissant des rapports (6 sur 11¹) ont déclaré avoir désigné une autorité compétente pour répertorier la nature et la quantité de déchets ou autres matières immergés ainsi que le lieu et la méthode d'immersion ;
- (5) Article 12 : 63 % des Parties contractantes établissant des rapports (7 sur 11¹) ont déclaré avoir fourni à leurs navires et aéronefs d'inspection maritime ainsi qu'aux autres services qualifiés des instructions pour le signalement aux autorités nationales compétentes de tout incident d'immersion réel ou potentiel.

9. **Protocole prévention et situations critiques.** Nombre de Parties contractantes rapporteuses : 13

- (1) Articles 9.6 et 7 : 25 % des Parties contractantes établissant des rapports (6 sur 12²) ont notifié des événements de pollution par des hydrocarbures et/ou des substances nocives et potentiellement dangereuses ;
- (2) Articles 11.2 et 3 : 46 % des Parties contractantes établissant des rapports (6 sur 13) ont répondu par l'affirmative à la question de savoir si les navires battant leur pavillon et les navires naviguant dans leurs eaux territoriales suivaient les procédures du plan d'urgence de bord contre la pollution par les hydrocarbures et/ou les substances nocives et potentiellement dangereuses ;
- (3) Article 4 : 50 % des Parties contractantes établissant des rapports (9 sur 12²) ont déclaré avoir adopté des plans d'urgence locaux et les avoir intégrés dans leur plan national d'urgence et dans les procédures d'urgence de l'industrie ;
- (4) Articles 9.1 et 2 : 53 % des Parties contractantes établissant des rapports (7 sur 13) ont répondu par l'affirmative à la question de savoir si elles ont fourni aux capitaines ou aux autres personnes ayant la charge de navires battant leur pavillon ainsi qu'aux pilotes d'aéronefs immatriculés sur leur territoire des instructions pour le signalement d'événements de pollution par des hydrocarbures et/ou des substances nocives et potentiellement dangereuses constatés qui pourraient constituer une violation du Protocole « Prévention et situations critiques » ;
- (5) Article 12.3 : 53 % des Parties contractantes établissant des rapports (7 sur 13) ont déclaré avoir pris les mesures nécessaires pour faciliter l'entrée et le séjour sur leur territoire ainsi que le départ du personnel, des produits et des équipements utilisés pour la lutte contre un événement de pollution.

10. **Protocole Tellurique.** Nombre de Parties contractantes rapporteuses : 15

- (1) Article 6 : 35 % des Parties contractantes établissant des rapports (6 sur 14²) ont fourni des informations sur les mesures coercitives prévues en cas de non-respect de la législation et des règlements nationaux d'application du Protocole ;
- (2) Article 5.2 : 40 % des Parties contractantes établissant des rapports (6 sur 15) ont répondu par l'affirmative à la question de savoir si les priorités et les calendriers d'application des plans d'action

¹ Ne s'applique ni à l'Union européenne, ni à la Grèce.

² Ne s'applique pas à l'Union européenne.

étaient adoptés en tenant compte des éléments indiqués à l'Annexe I du Protocole « tellurique » et faisaient l'objet de mises à jour périodiques ;

(3) Article 13 : 57 % des Parties contractantes établissant des rapports (8 sur 14²) ont fourni des informations sur les charges polluantes par secteur et par sous-secteur concernant chaque groupe de polluants.

11. **Protocole « ASP et diversité biologique ».** Nombre de Parties contractantes rapporteuses : 16

(1) Articles 6 et 11 : 13 % des Parties contractantes établissant des rapports (2 sur 15²) ont communiqué des mesures d'application adoptées pour mettre en œuvre le Protocole « ASP et diversité biologique » ;

(2) Article 11.6 : 25 % des Parties contractantes établissant des rapports (4 sur 16) ont signalé avoir élaboré des programmes de reproduction *ex situ* aux fins de la conservation d'espèces protégées ;

(3) Article 18 : 26 % des Parties contractantes établissant des rapports (4 sur 15²) ont répondu par l'affirmative à la question de savoir si les activités de subsistance et culturelles des populations locales ont été prises en considération lors de l'élaboration de mesures de protection des aires spécialement protégées (ASP) ;

(4) Article 7.2.c : 33 % des Parties contractantes établissant des rapports (5 sur 15²) ont déclaré avoir pris des mesures pour dédommager les habitants locaux affectés par la création des ASP ;

(5) 33 % des Parties contractantes établissant des rapports (5 sur 15²) ont indiqué avoir mis en place des activités de suivi dans le cadre du Programme de surveillance et d'évaluation intégrées de la mer et des côtes méditerranéennes et des critères d'évaluation connexes (IMAP) ;

(6) Article 11.4 : 37 % des Parties contractantes établissant des rapports (6 sur 16) ont déclaré avoir établi des mécanismes de coopération pour protéger et restaurer les populations d'espèces migratrices dans la zone d'application du Protocole « ASP et diversité biologique » ;

(7) Article 3.3 : 43 % des Parties contractantes établissant des rapports (7 sur 16) ont déclaré avoir inventorié les éléments constitutifs de la diversité biologique marine et côtière ;

(8) Article 3.5 : 43 % des Parties contractantes faisant rapport (7 sur 16) ont répondu par l'affirmative à la question de savoir si elles avaient mis en place une surveillance pour évaluer les activités humaines qui ont ou risquent d'avoir une influence néfaste considérable sur les éléments constitutifs de la diversité biologique marine et côtière ;

(9) Articles 11.2 et 12.1 : 50 % des Parties contractantes établissant des rapports (8 sur 16) ont déclaré avoir adopté des mesures de gestion en ce qui concerne les espèces énumérées aux Annexes II et III du Protocole « ASP et diversité biologique » ;

(10) Articles 11.5 et 12.2 : 50 % des Parties contractantes établissant des rapports (8 sur 16) ont répondu par l'affirmative à la question de savoir si elles avaient réglementé ou interdit toute forme de destruction ou de perturbation des espèces végétales protégées, en particulier celles énumérées à l'Annexe II du Protocole « ASP et diversité biologique » ;

(11) Article 7.2.b : 53 % des Parties contractantes établissant des rapports (10 sur 15²) ont déclaré avoir mis en place des mesures garantissant la participation des collectivités locales à la gestion des aires protégées ;

(12) Articles 11.3 et 12.2 : 56 % des Parties contractantes établissant des rapports (9 sur 16) ont déclaré avoir adopté des mesures telles que l'interdiction du commerce des espèces animales protégées, en particulier celles énumérées à l'Annexe II du Protocole « ASP et diversité biologique » ;

(13) Article 6.d : 60 % des Parties contractantes établissant des rapports (10 sur 15²) ont indiqué avoir réglementé l'introduction de toute espèce non indigène à l'aire spécialement protégée en question ou de toute espèce génétiquement modifiée ;

(14) Article 11.2 : 62 % des Parties contractantes établissant des rapports (10 sur 16) ont indiqué avoir établi des listes répertoriant les espèces animales et végétales en danger ou menacées au niveau national en transposant le Protocole « ASP et diversité biologique » ;

- (15) Article 6.c : 66 % des Parties contractantes établissant des rapports (10 sur 15²) ont déclaré avoir mis en place un cadre juridique réglementant le passage et le mouillage des navires dans les ASP ;
- (16) Article 7.2.b : 66 % des Parties contractantes établissant des rapports (10 sur 15²) ont déclaré avoir élaboré des programmes de surveillance scientifique pour suivre les modifications de l'état des ASP ;

12. **Protocole « déchets dangereux ».** Nombre de Parties contractantes rapporteuses : 9

- (1) Articles 6 et 11 : les Parties contractantes établissant des rapports ont fourni des informations sur la production de déchets dangereux, sur les mouvements transfrontières de ces déchets ainsi que sur leur élimination, qui se sont déroulés comme prévu dans des proportions variables, à savoir respectivement 50 % (4 sur 8²), 62 % (5 sur 8²) et 37 % (3 sur 8²) ;
- (2) Articles 3.1.a, 3.1.b et 4.1 : 44 % des Parties contractantes établissant des rapports (4 sur 9) ont répondu par l'affirmative à la question de savoir si elles avaient mis en place des mesures juridiques et réglementaires pour encadrer et contrôler les mouvements transfrontières des déchets considérés comme dangereux qui ne figurent pas à l'Annexe I du Protocole « déchets dangereux » ;
- (3) Article 5.1 : 44 % des Parties contractantes établissant des rapports (5 sur 9) ont déclaré avoir mis en place un cadre juridique et réglementaire régissant les restrictions à l'importation de déchets dangereux et d'autres déchets aux fins de leur élimination définitive sur leur territoire ;
- (4) Article 5.1 : 44 % des Parties contractantes établissant des rapports (5 sur 9) ont indiqué avoir mis en place un cadre juridique et réglementaire régissant les restrictions au transit de déchets dangereux et d'autres déchets sur leur territoire ;
- (5) Articles 3.1.a, 3.1.b et 4.1 : 50 % des Parties contractantes établissant des rapports (4 sur 8²) ont répondu par l'affirmative à la question de savoir si leur définition nationale des déchets dangereux couvrirait des déchets non mentionnés dans l'Annexe I du Protocole « déchets dangereux » ;
- (6) Article 5.1 : 55 % des Parties contractantes établissant des rapports (5 sur 9) ont indiqué avoir mis en place un cadre juridique et réglementaire régissant les restrictions à l'exportation de déchets dangereux et d'autres déchets aux fins de leur élimination définitive sur leur territoire ;
- (7) Article 11 : 62 % des Parties contractantes établissant des rapports (4 sur 8²) ont communiqué des mesures d'application adoptées pour mettre en œuvre le Protocole ;
- (8) Articles 3.1.a, 3.1.b et 4.1 : 62 % des Parties contractantes établissant des rapports (5 sur 8²) ont répondu par l'affirmative à la question de savoir si une définition nationale des déchets ou des déchets dangereux était utilisée aux fins des mouvements transfrontières de déchets.

13. **Protocole « offshore ».** Nombre de Parties contractantes rapporteuses : 8

- (1) Article 30 : les Parties contractantes établissant des rapports ont fourni des informations sur les permis délivrés en application du Protocole, sur l'inventaire des installations offshore et sur l'application des dispositions dans des proportions variées, à savoir respectivement 14 % (1 sur 7²), 42 % (3 sur 7²) et 28 % (2 sur 7²) ;
- (2) Article 9 : 42 % des Parties contractantes établissant des rapports (3 sur 7²) ont déclaré avoir adopté des mesures juridiques et réglementaires pour faire appliquer l'exigence selon laquelle l'utilisation et le stockage de produits chimiques doivent être approuvés par l'autorité compétente sur la base du plan d'utilisation de produits chimiques ;
- (3) Article 21 : 42 % des Parties contractantes établissant des rapports (3 sur 7²) ont indiqué avoir adopté des mesures particulières pour prévenir la pollution offshore dans les aires protégées ;
- (4) Article 10 : 57 % des Parties contractantes établissant des rapports (3 sur 7²) ont indiqué avoir mis en place le cadre juridique et réglementaire nécessaire pour que l'élimination d'hydrocarbures et de mélanges d'hydrocarbures ainsi que l'utilisation et l'élimination des fluides de forage soient effectués conformément à l'Annexe V du Protocole ;

(5) Article 20 : 57 % des Parties contractantes établissant des rapports (3 sur 7²) ont déclaré avoir adopté les mesures juridiques et réglementaires imposant à l'opérateur d'enlever toute installation offshore désaffectée et toute conduite désaffectée conformément aux lignes directrices et aux normes internationales pertinentes.

14. **Protocole relatif à la gestion intégrée des zones côtières (Protocole GIZC)**³. Nombre de Parties contractantes rapporteuses : 11

- (1) Article 8 : les Parties contractantes établissant des rapports ont signalé des difficultés en ce qui concerne les mesures d'application visant à contrôler l'urbanisation le long de la ligne côtière, en particulier dans la zone non constructible de 100 mètres ;
- (2) Article 9 : l'utilisation d'indicateurs pour évaluer les incidences économiques sur les zones côtières est très limitée, la situation variant d'un pays à l'autre selon que les indicateurs concernent spécifiquement ou non la gestion intégrée des zones côtières ;
- (3) Article 10 : très peu de mesures ont été adoptées pour réactiver et restaurer les zones humides côtières et les îles ;
- (4) Article 13 : il existe des possibilités d'amélioration en ce qui concerne la protection du patrimoine culturel subaquatique.

Difficultés et défis de mise en œuvre signalés

15. Dans les rapports nationaux de mise en œuvre, les difficultés et les défis sont regroupés comme suit : (1) cadre politique ; (2) cadre réglementaire ; (3) ressources financières ; (4) gestion administrative ; et (5) capacités techniques et capacités d'orientation. Dans l'appréciation des difficultés signalées, on entend par « obstacles politiques et législatifs » des difficultés telles que l'absence de cadre juridique et institutionnel approprié ou un nombre limité d'agents qualifiés en matière de législation relative à la mise en œuvre et à l'application. Les « obstacles financiers » désignent des ressources financières limitées pour entreprendre les travaux de préparation du cadre juridique et réglementaire nécessaire à la mise en place de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, ou, par exemple, un accès limité au financement nécessaire pour contrôler, collecter et stocker les données. La catégorie des « capacités techniques et des capacités d'orientation » regroupe des difficultés telles qu'une expertise scientifique et technique limitée en matière de mise en œuvre et d'application. Les difficultés en matière de « gestion administrative », quant à elles, désignent par exemple une fragmentation des rôles et des responsabilités entre les ministères, services et agences gouvernementaux ou entre les autorités centrales, régionales et locales, ce qui complique la collecte d'informations et de données auprès des entités concernées.

16. Les difficultés signalées dans la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles pour l'exercice biennal 2016-2017 englobent tout l'éventail des difficultés décrites ci-dessus, et notamment des limitations au niveau des ressources financières, des capacités techniques et des capacités d'orientation ainsi que de la gestion administrative.

³ Il est à noter que les Rapports nationaux de mise en œuvre du Protocole GIZC sont entièrement constitués de questions ouvertes, et non de questions comportant des cases à cocher qui requièrent de répondre à chaque question sur la mise en œuvre par « oui », « non », en cours d'élaboration », ou « sans objet ». De ce fait, l'analyse des informations contenues dans les Rapports nationaux de mise en œuvre du Protocole GIZC demande de s'en remettre dans une bien plus large mesure au jugement d'experts établi sur la base de l'interprétation du texte descriptif fourni.

Section III : Recommandations

17. Pour mettre en œuvre la Convention de Barcelone et ses Protocoles, les Parties contractantes doivent prendre les mesures législatives et stratégiques nécessaires, et établir les structures institutionnelles correspondantes pour les mettre en œuvre. Les recommandations proposées par le Secrétariat et exposées ci-dessous sont liées aux résultats clés et visent à promouvoir le respect de ces éléments essentiels pour la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles. Elles sont présentées comme suit au Comité de respect des obligations afin qu'il les examine, les modifie et les hiérarchise comme il le jugera opportun.

18. Comme le montrent les résultats clés, les Parties contractantes concernées devraient :

Convention de Barcelone

- (1) intensifier leur action visant à promouvoir la coopération scientifique et technologique au titre de l'article 13 de la Convention, notamment en ce qui concerne la promotion de la recherche sur les technologies écologiquement rationnelles, y compris les technologies de production propre, ainsi que de l'accès à ces technologies et de leur transfert ;
- (2) établir le cadre nécessaire à la mise en œuvre des Lignes directrices concernant la détermination des responsabilités et la réparation des dommages résultant de la pollution du milieu marin en Méditerranée, adoptées en application de l'article 16 de la Convention ;
- (3) renforcer l'utilisation des meilleures techniques disponibles (MTE) et des meilleures pratiques environnementales (MPE) dans le cadre de l'article 2 de la Convention ;

Protocole « immersions »

- (4) améliorer la collecte et la communication de données afin d'évaluer l'efficacité des mesures de réduction de la pollution par immersion ainsi que l'efficacité de la législation nationale de mise en œuvre ;
- (5) se pencher sur les immersions en cas de situation critique ou de force majeure conformément aux conditions fixées aux articles 8 et 9 du Protocole « immersions » ;
- (6) renforcer la structure institutionnelle pour la mise en œuvre du Protocole « immersions » en veillant à ce qu'une autorité compétente soit désignée au niveau national pour répertorier les activités d'immersion, conformément à l'article 10.1 dudit Protocole ;
- (7) renforcer les canaux établis pour permettre aux navires, aux aéronefs et aux autres services qualifiés de signaler les incidents d'immersion constatés qui pourraient constituer une violation du Protocole « immersions » en vertu de l'article 9.2 de celui-ci ;

Protocole prévention et situations critiques

- (8) améliorer la notification des événements de pollution par des hydrocarbures et/ou des substances nocives et potentiellement dangereuses ;
- (9) prendre des mesures supplémentaires pour garantir que les navires suivent les plans d'urgence contre la pollution par les hydrocarbures et/ou les substances nocives et potentiellement dangereuses et qu'ils notifient conformément aux instructions reçues les événements de pollution par des hydrocarbures et/ou des substances nocives et potentiellement dangereuses constatés qui pourraient constituer une violation du Protocole « prévention et situations critiques », respectivement en vertu de ses articles 11 et 9 ;
- (10) poursuivre l'intégration des plans d'urgence locaux dans le plan national d'urgence et dans les procédures d'urgence de l'industrie, dans le cadre de l'article 4 du Protocole ;
- (11) améliorer la flexibilité des mécanismes nationaux visant à mobiliser du matériel d'intervention d'urgence en application de l'article 12 du Protocole ;

Protocole Tellurique

- (12) fournir des informations sur les mesures coercitives adoptées (inspections, amendes, suspension des permis, etc.) pour assurer l'application du Protocole « tellurique », conformément à son article 6 ;
- (13) améliorer la collecte et la communication de données au titre de l'article 13 du Protocole de façon à ce que les inventaires contiennent des données sur les charges polluantes par secteur et par groupe de polluants ;
- (14) intensifier les mesures concernant l'adoption et la mise à jour périodique des priorités et des calendriers de mise en œuvre des plans d'action, des programmes et des mesures, conformément à l'article 6 du Protocole ;

Protocole « ASP et diversité biologique »

- (15) fournir des informations sur les mesures coercitives adoptées (inspections, cas de non-respect, amendes, etc.) pour assurer l'application du Protocole ;
- (16) poursuivre les actions visant à inventorier et à contrôler les éléments constitutifs de la diversité biologique marine et côtière conformément à l'article 3 du Protocole ;
- (17) continuer d'adopter des mesures de protection dans les aires spécialement protégées (ASP) pour réglementer l'introduction d'espèces non indigènes ainsi que le passage et le mouillage des navires au titre de l'article 6 du Protocole ;
- (18) poursuivre les travaux visant à garantir la participation des collectivités locales à la gestion des ASP, à tenir compte des activités de subsistance et culturelles des populations locales, et à faire en sorte que ces dernières soient indemnisées en cas de dommages résultant de la création d'une ASP, conformément aux articles 18 et 7 du Protocole ;
- (19) continuer à élaborer des programmes de surveillance scientifique des changements de l'état des ASP, en application de l'article 7 du Protocole ;
- (20) améliorer les mesures visant à protéger les espèces en danger ou menacées énumérées à l'Annexe II du Protocole en réglementant ou en interdisant toute forme de destruction ou de perturbation de celles-ci ainsi que leur commerce, leur mise à mort et leur détention, et en élaborant des listes d'espèces en danger ou menacées conformément aux dispositions des articles 11 et 12 du Protocole ;
- (21) mettre au point des programmes de reproduction *ex situ* aux fins de la conservation des espèces protégées, conformément à l'article 11 du Protocole ;
- (22) établir des mécanismes de coopération pour protéger et restaurer les populations d'espèces migratrices dans la zone d'application du Protocole « ASP et diversité biologique » au titre de l'article 11 du Protocole ; et
- (23) renforcer les activités de suivi dans le cadre du Programme IMAP en application du Protocole ;

Protocole « déchets dangereux »

- (24) améliorer la collecte et la communication de données afin d'évaluer l'efficacité des mesures de réduction de la pollution causée par les déchets dangereux ainsi que l'efficacité de la législation nationale de mise en œuvre ;
- (25) poursuivre la mise en place du cadre juridique et réglementaire nécessaire pour adopter des mesures de restriction à l'importation, à l'exportation et au transit de déchets dangereux et d'autres déchets conformément aux conditions fixées à l'article 5.1 du Protocole ;
- (26) fournir davantage d'informations sur les définitions nationales des déchets ou des déchets dangereux qui sont utilisées, le cas échéant, à la place de la définition fournie par le Protocole « déchets dangereux », et parfaire le cadre juridique et réglementaire régissant les mouvements transfrontières des déchets et des déchets dangereux qui ne figurent pas à l'Annexe I du Protocole « déchets dangereux », conformément aux articles 3.1.a, 3.1.b et 4.1 du Protocole ;

(27) fournir des informations sur les mesures coercitives adoptées (inspections, cas de non-respect, amendes, etc.) pour assurer l'application du Protocole ;

Protocole « offshore »

(28) améliorer la collecte et la communication de données afin d'évaluer l'efficacité des mesures de réduction de la pollution offshore ainsi que l'efficacité de la législation nationale de mise en œuvre, et fournir des informations sur les mesures coercitives adoptées pour assurer l'application du Protocole ;

(29) poursuivre la mise en place du cadre juridique et réglementaire nécessaire pour gérer l'utilisation et l'élimination des hydrocarbures et mélanges d'hydrocarbures ainsi que des fluides et déblais de forage au titre de l'article 6 du Protocole, et pour gérer l'utilisation et le stockage des produits chimiques en mer en vertu de l'article 9 du Protocole ;

(30) prendre des mesures pour mettre en place le cadre juridique et réglementaire nécessaire pour imposer aux opérateurs d'enlever toute installation offshore désaffectée et toute conduite désaffectée conformément à l'article 20 du Protocole ;

(31) poursuivre les travaux d'élaboration de mesures particulières visant à prévenir, dans les aires protégées, la pollution offshore résultant des activités menées dans ces aires, conformément à l'article 21 du Protocole ;

Protocole GIZC

(32) redoubler d'efforts afin de mettre en place des mesures coercitives pour la protection et l'utilisation durable de la zone côtière, en mettant l'accent sur le contrôle de l'urbanisation dans la zone non constructible de 100 mètres, conformément aux dispositions de l'article 8 du Protocole ;

(33) poursuivre les travaux en vue de l'élaboration et de l'utilisation d'indicateurs de gestion côtière, y compris des indicateurs axés sur l'économie, en vertu de l'article 9 du Protocole ;

(34) poursuivre les travaux visant à protéger le patrimoine culturel subaquatique ainsi qu'à réactiver et à restaurer les zones humides côtières et les îles.

Difficultés et défis de mise en œuvre signalés

19. Les rapports nationaux de mise en œuvre permettent d'expliquer les difficultés et les défis rencontrés dans la mise en œuvre ainsi que de déterminer le type d'attention ou d'assistance nécessaire pour les surmonter. Les informations sur l'assistance requise sont toutefois fournies sur une base volontaire, ce qui peut expliquer qu'elles restent très limitées. Pour que le Secrétariat et les composantes du PAM ciblent les domaines clés dans lesquels une assistance est nécessaire, il serait extrêmement utile que les Parties contractantes fournissent des informations plus détaillées concernant les difficultés de mise en œuvre qu'elles signalent, en précisant le type d'aide qui leur permettrait de surmonter ces difficultés. Il conviendrait pour cela de commencer par attirer l'attention de toutes les Parties contractantes sur cet aspect et de les encourager à expliquer, dans leurs rapports nationaux de mise en œuvre, les difficultés générales de mise en œuvre qu'elles rencontrent ainsi que le type d'assistance requis, le cas échéant. Le moment est particulièrement opportun, étant donné que les Parties contractantes devront présenter leur rapport pour l'exercice biennal 2018-2019 en décembre 2020 au plus tard. De plus, si des difficultés et des défis sont signalés, il serait souhaitable que la CdP 22 envisage de rendre obligatoire, dans le cadre de la présentation des rapports, la soumission d'informations sur le type d'attention ou d'assistance requis pour les surmonter.

20. Il serait également envisageable, à partir de l'État général des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles durant l'exercice biennal 2018-2019, de prévoir une discussion, lors de la réunion des Points focaux du PAM prévue pour septembre 2021, sur des questions comme les suivantes : Quels sont les types d'aide dont le pays concerné a besoin pour surmonter les difficultés recensées eu égard à l'adoption de mesures visant à mettre en œuvre la Convention de Barcelone et ses Protocoles (par exemple des outils ou des activités de renforcement des capacités, ou des partenariats avec d'autres pays de la région, qui permettraient de tirer des leçons

de leur expérience) ? Si un renforcement des capacités est requis pour aider le pays concerné à adopter les mesures nécessaires pour mettre en œuvre l'instrument juridique dont il est question, dans quels domaines ce pays pourrait-il tirer profit d'un renforcement des capacités (par exemple la consolidation des institutions et des mécanismes, la formation du personnel, la sensibilisation au niveau national, régional ou mondial, ou la compréhension scientifique et technique des activités réglementées) ?

21. Recenser et comprendre, d'une manière exhaustive, les besoins d'assistance signalés dans les rapports ne devrait pas être qu'un simple exercice académique. Il serait utile que les réponses et les ressources visant à satisfaire ces besoins puissent être mises en place et mobilisées avec l'aide et la participation de toutes les Parties contractantes. En d'autres termes, une meilleure compréhension des difficultés de mise en œuvre devrait ouvrir la voie à deux processus parallèles : (i) le développement d'un degré d'engagement plus élevé de toutes les Parties contractantes dans la mise en œuvre de la Convention et de ses Protocoles, ce qui permettrait de surmonter les contraintes politiques, réglementaires et administratives au niveau national ; et (ii) une intensification de la coopération au sein du système PAM, ce qui permettrait de mobiliser les ressources financières et techniques requises pour une mise en œuvre optimale aux niveaux national et régional.